



Climat : une France faible qui sacrifie ses intérêts au sein d'une Europe faible

La préservation du climat est un enjeu essentiel pour le futur de la planète. C'est la raison d'être de notre association qui, depuis 2005, s'engage pour que cette cause soit reconnue comme incontournable et pour que les réalités techniques et scientifiques soient à la base des politiques énergétiques et climatiques plutôt que les rêves, les croyances et les dogmes.

Depuis le vrai succès de la COP 21 et de l'Accord de Paris, on sait que les accords internationaux porteurs de vraies avancées sont affaire de diplomatie et de leadership international. On sait aussi que la contribution de la Chine et des États Unis, les deux plus gros émetteurs de gaz à effet de serre de la planète, est incontournable. On ne peut, à ce sujet, que se réjouir de la réactivation par le nouveau Président américain de l'axe Washington-Pékin, au moins sur la thématique du climat.

Nous avons, à de nombreuses reprises, dénoncé l'incohérence des politiques françaises qui se focalisent sur le développement des sources renouvelables intermittentes de production d'électricité. Ces politiques sont, comme nous l'avons déjà largement développé, coûteuses, dangereuses pour la sécurité d'approvisionnement et sans effet significatif pour le climat.

Que penser de l'actualité récente, avec un sommet de Chefs d'États organisé par Joe Biden et les annonces de l'Union Européenne sur ses objectifs 2030 ?

La première évidence est que le leadership diplomatique sur le climat reste exercé par l'axe sino-américain et que l'Europe est à la remorque, bricolant un accord de dernière minute sur ses objectifs 2030 pour ne pas arriver les mains vides face aux deux grands.

Comme souvent, le débat a été l'occasion de batailles de chiffres qui n'ont qu'une valeur d'effet d'annonce, sans analyse de leur impact réel ni de la façon de les atteindre. La Commission a proposé de passer l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2030 de 40 à 50%. Le Parlement a immédiatement mis les enchères à 60%. Et bien sûr, on a terminé à 55% en y ajoutant des circonvolutions autour des puits de carbone ce qui fait que l'objectif réel est de 52,8%.

La deuxième évidence est que le leadership européen est exercé par l'Allemagne alliée à l'ensemble de la mouvance écolo-politique, y compris les représentants français, dont certains même ont été envoyés à Bruxelles par le Président de la République.

Comment la France peut-elle laisser mettre le nucléaire, source d'électricité décarbonée, dans le même sac que le gaz naturel qui est 100 fois plus émetteur de CO₂ ?

Comment la France peut-elle, alors qu'elle préside la Commission Environnement du Parlement, se tirer une balle dans le pied en se couchant devant des intérêts politiques ou doctrinaires (qui n'ont rien à voir avec l'intérêt de la planète) à bichonner le gaz et à tuer le nucléaire ?

Comment la France pourrait-elle accepter, après un courrier très clair d'Emmanuel Macron sur le sujet, que le nucléaire ne soit toujours pas intégré, d'après les dernières déclarations de l'Union Européenne, dans les financements durables de l'Union Européenne ?

La Commission Européenne (qui, derrière son discours lénifiant sur le climat, est, de fait, acquise aux intérêts particuliers) et le Parlement (noyauté par les thèses écolo-politiques) se rejoignent sur un chemin qui sacrifie les intérêts du climat et, au passage, ceux de la France.

Et la France, faible au sein d'un continent faible, accepte de sacrifier un de ses atouts majeurs (à la fois économique et environnemental) en cédant aux manœuvres coordonnées, intéressées et déterminées de ceux qui ne cherchent qu'à préserver des intérêts qui n'ont rien d'écologique.

Copyright © 2021 Association Sauvons Le Climat